

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

SPTP

Commune de Saint Usage

Le préfet de la région Bourgogne
préfet de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 01 septembre 1988 autorisant la société SPTP, dont le siège social est situé 16 rue du canal 21170 Saint Usage, à exploiter les installations de son établissement à la même adresse,
- VU le rapport de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 24 janvier 2013,
- CONSIDERANT que le parc à bois a fait l'objet d'un incendie en date du 25 janvier 2007,
- CONSIDERANT que le stockage des déchets de panneau de particules a fait l'objet d'un incendie en date du 10 juillet 2008,
- CONSIDERANT que le stock de cendres chaudes a causé un incendie en date du 4 juillet 2010,
- CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les exigences de l'article de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité, suivant :
 - 3.6.1 Rétentions.
- CONSIDERANT que l'absence de stockage sur rétention d'une partie des produits présentant un danger pour l'environnement peut entraîner en cas de déversement une pollution du milieu naturel.
- CONSIDERANT que le site n'est pas équipé de bassin de stockage des eaux susceptibles d'être polluées.
- CONSIDERANT que l'absence de rétention en cas d'incendie peut provoquer une pollution directe du milieu naturel.
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la société SPTP, dont le siège social est situé 16 rue du canal 21170 Saint Usage, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter sous 3 mois les exigences de l'article 3.6.1 (Rétentions) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01 septembre 1988.

ARTICLE 2 - Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le sous-préfet de Beaune, le Maire de SAINT USAGE, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le directeur de la société SPTP sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . Mme le Sous-Préfet de Beaune,
- . M le Chef du Service des Archives Départementales,
- . M. le Maire de Saint USAGE,
- . M. le Directeur de la société SPTP.

FAIT à DIJON, le 11 FEV. 2013

Le PRÉFET,
pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Julien MARION